



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 13 décembre 2021

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **17 décembre 2021**.

L'an deux mille vingt et un, **le treize décembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 7 décembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 31

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**, Agnès **MONTRICHARD**.

Excusés ayant donné pouvoir : 2

Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE** donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine OMONT

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 13 décembre 2021

2021.12/178

RESSOURCES HUMAINES – VÉHICULES DE SERVICE ET DE FONCTION – RÈGLEMENT INTÉRIEUR - FIXATION - AUTORISATION

M. Jérôme DUBOST, Maire – L'article L.2123-18-1-1 du Code général des Collectivités Territoriales introduit par la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 dite de transparence de la vie publique prévoit que le conseil municipal doit délibérer afin de mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la collectivité territoriale lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie.

Ainsi, au sein de la commune de Montivilliers, plusieurs véhicules sont mis à disposition d'agents communaux ou d'élus pour raisons de service ou dans le cadre de l'exercice de leurs mandats. Une délibération en date du 16 mai 2002 précisait les conditions d'octroi et d'utilisation des véhicules. Cette délibération nécessite de ce fait une mise à jour compte tenu de l'évolution du contexte réglementaire.

Au préalable, une distinction doit être opérée entre les véhicules de service et les véhicules de fonction :

- **Véhicules de service**

Le véhicule de service est affecté à un service municipal et est utilisé par les agents pour les besoins de leurs missions selon leurs horaires normaux de travail. Les agents ne peuvent en bénéficier dans le cadre de démarches personnelles ou sur leur temps personnel.

Les véhicules de service peuvent être mutualisés et utilisés également ponctuellement pour des déplacements professionnels, en dehors du périmètre de la Ville, que ce soit par les agents ou par les élus.

Les remisages à domicile peuvent être autorisés en dehors des horaires de travail, à titre exceptionnel, selon les nécessités de service. Ils sont autorisés au cas par cas selon les caractéristiques particulières du poste de travail, par arrêté individuel. De même, dans des cas particuliers de déplacements professionnels avec un véhicule mutualisé, les agents pourront être autorisés à remiser le véhicule à leur domicile, à titre exceptionnel et sur autorisation du responsable de service

- **Véhicules de fonction**

Les véhicules de fonction sont attribués par nécessité absolue de service aux seuls agents occupant un emploi fonctionnel dans la collectivité. Ces véhicules sont mis à disposition de façon permanente et exclusive pour les nécessités de service ainsi que pour les déplacements privés.

Cette mise à disposition constitue un avantage en nature, imposable et soumis à cotisations sociales.

A cet effet, la présente délibération a pour objet de préciser à la fois les véhicules faisant l'objet d'une qualification de véhicules de fonction et les emplois de la collectivité justifiant un remisage à domicile des véhicules de service, nécessaires à l'exercice de missions particulières.

Il appartient à la Ville de Montivilliers de prendre en charge l'ensemble des dépenses liées à l'entretien des véhicules constituant la flotte automobile de la collectivité, s'agissant notamment des frais inhérents au carburant, révisions, réparations, lavages et assurance.

D'autre part, un règlement intérieur a été élaboré et annexé à la présente délibération avec pour objectif de cadrer les modalités d'utilisation desdits véhicules. Ce règlement a vocation à être porté à la connaissance des utilisateurs qui devront s'engager à respecter l'ensemble des dispositions mentionnées.

Il est ainsi aujourd'hui proposé d'approuver la mise à disposition auprès des agents et des élus des véhicules et de valider le règlement intérieur annexé à la présente délibération.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2123-18-1-1,

VU la loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant sur les dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 90-1067 du 28 Novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes,

VU la loi n°2002-276 du 27 Février 2002 relative à la démocratie de proximité,

VU la loi n° 2007-209 du 19 Février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU la circulaire de l'Etat DAGEMO/BCG n°97-4 du 5 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,

VU la circulaire n°200509433 du 1^{er} Juin 2007 du ministère de l'économie, des finances et de l'emploi relative aux avantages en nature et au régime social et fiscal,

VU l'arrêté du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale

VU l'avis du comité technique du 26 novembre 2021,

CONSIDÉRANT

- Que le conseil municipal peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la commune lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie ;
- Que pour les véhicules de fonction, la mise à disposition constitue un avantage en nature soumis à déclaration et imposition ;
- Que la collectivité prend en charge les dépenses de carburant, d'entretien et d'assurance des véhicules.

VU le rapport du Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

- **D'attribuer** un véhicule de fonction par nécessité absolue de service pour l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services, tel que mentionné ci-dessous,
- **De mettre** à la disposition des agents de la collectivité et des élus des véhicules de service appartenant à la Ville de Montivilliers, pour l'exercice de leurs fonctions ou de leurs mandats,
- **D'autoriser** le remisage à domicile de certains véhicules compte tenu des sujétions professionnelles spécifiques des agents en bénéficiant,
- **D'approuver** le règlement intérieur annexé fixant les modalités d'utilisation des véhicules mis à disposition.

Véhicule de fonction	DGS
Véhicules de service avec remisage à domicile	Directeur pôle technique Chargé d'études bâtiments Chef de secteur bâtiments Référent technique bâtiments Responsable de secteur espaces verts Responsable de secteur voirie Responsable de secteur propreté Responsable de service espaces publics Directeur pôle des solidarités Directeur de pôle Vie culturelle sportive et citoyenne Responsable de service DSIN Responsable de service sports Responsable de secteur patrimoine

En complément, les véhicules utilisés dans le cadre des missions d'astreinte feront également l'objet d'un remisage à domicile.

Les véhicules mutualisés au sein de la collectivité à destination des agents ou des élus, peuvent également être remisés à domicile, exceptionnellement à l'issue d'un déplacement professionnel, sur autorisation préalable.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 33
Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.